

Bur ✓  
x STAN

v/ref. FHP/AM/F.249/D/111.B

Le 9 mars 1962

Monsieur F.M. DE POOTER  
Représentant Général,  
F. E. C.,  
B.P. 84  
Léonoldville

Monsieur,

Objet : Situation au Maniema

J'ai l'avantage d'accuser réception de votre lettre du 7 courant dans laquelle vous citez un extrait d'un rapport de M. De Mot, Directeur de l'Association des Entreprises du Kivu, au sujet d'un prétendu projet de l'ONUC de faire dépendre le Maniema de Stanleyville, au point de vue militaire.

Je vous suis reconnaissant d'avoir attiré mon attention sur cette rumeur qui, je puis vous assurer, est totalement dénuée de tout fondement.

Agrées, Monsieur, mes salutations distinguées.

R. GARDINER  
Chargé de la Mission de l'ONU  
au Congo

cc : Force Commander.



Kindu

LN/jg

Léopoldville, le 9 mars 1962

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 11/AEL en date du 6 mars 1962.

J'ai communiqué votre demande à notre représentant à Kindu et j'espère qu'il pourra prendre des dispositions pour la protection de M. Mazurie, ou du moins qu'il pourra se mettre en rapport avec lui.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

R.K. Gardiner  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. Pierre Charpentier,  
Ambassadeur de France au Congo  
LEOPOLDVILLE



*Bule*

Le 9 mars 1962

Monsieur,

Monsieur Gardiner me prie de vous remercier de votre lettre du 1er mars par laquelle vous nous avez envoyé un rapport concernant la situation de l'Agriculture dans la Province du Kivu. Nous avons vivement apprécié ces informations et nous avons transmis votre rapport au service compétent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

A.C. Gilpin  
Bureau du Chargé de la Mission

Monsieur P.M. de Pooter,  
Représentant général de la  
Fédération des Associations Provinciales  
des Entreprises du Congo,  
B.P. 84,  
Leopoldville



RECEIVED

RECEIVED - 8 ON 5.33

RECEIVED - 8 ON 5.50

O.N.U.C.

NNNN

(C1) BUK  
Sent to Mr. Gilpin  
9/3/62

UC155CUB044

SSS CUA

DE CUB 44/08

FM ONUC BUKAVU

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS BULE 166 GARDINER KHIARY AHMED FROM GAVIOLA. DAILY REPORT

1. TWO MEMBERS MSF GOMA BADLY HURT IN ROAD ACCIDENT. DOCTOR NICOLAS AND MYSELF AUTHORIZED DOCTOR FAST ACCOMPANY THEM SPECIAL FLIGHT TO LEO.

2. HUBER DRIVING ONUC CAR HIT PEDESTRIAN WHO SUFFERED HEAD FRACTURE. HE IS UNDER OBSERVATION WHO DOCTORS TO DECIDE IF OPERATION NEDCESSARY.

BT

CFN 166 1 2

08/1655Z MAR CUB

**F.E.C.**  
**FEDERATION DES ASSOCIATIONS PROVINCIALES**  
**DES ENTREPRISES**  
**DU CONGO**  
SIEGE SOCIAL : LEOPOLDVILLE

*Stan  
Buk +*

TEL. 2780 - 2288  
B. P. 84 LEO I  
CABLES : INTERINDUS LEO

LEOPOLDVILLE, le 7 Mars 1962  
6, AVENUE RENKIN

FDP/AM/F. 249/D. 111. B.

A Monsieur GARDINER  
Chef de l'ONUC.  
B. P. 7248  
LEOPOLDVILLE

Monsieur,

Objet : Situation au Maniema.

Je me permets de vous donner à toutes fins utiles un extrait d'un rapport que m'adresse de BUKAVU, Monsieur DE MOT, Directeur de l'Association des Entreprises du Kivu :

" ..... il semblerait qu'il y ait à l'ONUC un projet de faire dépendre le  
" Maniema, au point de vue militaire, de Stanleyville. Ce projet risque de  
" consommer la scission du Maniema et du Kivu. "

J'ignore quelles sont les sources de renseignements de Monsieur DE MOT : je vous transmets donc ses réflexions sous réserves.....

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

F. M. DE POOTER.  
Représentant Général.



LÉOPOLDVILLE, LE 6 Mars 1962

N° 11/AEC

amb 9/3

Monsieur le Chef de la Mission des Nations-Unies au Congo,

La Croix-Rouge Française à laquelle M. Henri Léo MAZURIE s'est adressé, me signale son cas et les craintes qu'il éprouve pour sa sécurité et celle de ses biens : isolé dans un territoire que les Européens ont presque tous abandonné, M. Henri Léo MAZURIE exploite une propriété agricole à Beni (Province du Kivu). Il a été l'objet à plusieurs reprises de spoliations et d'exactions dont les plus récentes remontent au 17 Décembre 1961 et au 14 Janvier 1962.

Je vous serais reconnaissant des renseignements que vous pourriez recueillir sur la situation dans laquelle se trouve cette famille française et je vous serais obligé de me faire savoir si vous pouvez lui assurer aide et protection.

Veuillez agréer, cher Monsieur GARDINER, les assurances de ma haute considération./.

Charpentier

Pierre CHARPENTIER  
Ambassadeur de France au Congo

Monsieur M. GARDINER  
Chef de la Mission des  
Nations-Unies au Congo  
LEOPOLDVILLE.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

N° 13/62

XXXXXXXXXXXXX  
BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLICQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

To : Mr GARDINER, Officer in Charge - ONUC - Leopoldville

From: C. A. GAVIOLA, Chief of Civil Mission - Bukavu

Bukavu, 23 February 1962

Subject: Meeting of Provincial Civilian Officers  
Réf. CIVBU/31 - BULE/122

Suggestions pour l'ordre du jour

- a) Pacification de l'intérieur du Congo. Sécurité à la base de tout redressement économique. Contribution de l'ONUC à la réorganisation et à l'équipement d'une police efficace.
- b) Ravitaillement des Forces de l'ONUC. Contribution que les provinces peuvent apporter. Réduction des importations de l'étranger.
- c) Utilisation des moyens de transport ONUC dans les cas d'urgence (camions et avions).
- d) Autorisations de voyage délivrées au personnel n'appartenant pas à l'ONUC. Priorités.
- e) Accords frontaliers pour faciliter l'exportation des produits que le marché congolais n'absorbe pas.
- f) Indépendance du Ruanda et de l'Urundi. Répercussions politiques, économiques et sociales.



**SECRET**  
**PRIORITY**  
CANADIAN CIPHER

*Book*

S 011645Z

FM ONUC BUKAVU

TO ONUC LEO

**AC**

Paraphrase NOT required.  
No unclassified reply or  
reference

BT

S E C R E T BUKA 42 GARDINER KHIARY FROM GAVIOLA. DAILY  
REPORT 1. MSF WAS INFORMED THIS MORNING THAT THE PUBLIC WORKS  
MINISTER HAD REQUISITIONED PETROL BELONGING TO THEM. MINISTER  
MUTAMBALA ASSURED HAMID AND I THAT TEXACO DELIVERED THEM 14  
OF 31.000 LITRES REQUESTED BUT THAT HE DID NOT KNOW THAT THIS  
PETROL HAD BEEN EARMARKED FOR THE MSF. TEXACO DID THIS  
BECAUSE GOVERNMENT PUMPS WERE EXHAUSTED AND EXPECTED A NEW  
SUPPLY NEXT SATURDAY TO SATISFY MSF DEMANDS

2. ACCORDING TO PRESIGOUPRO LEO SENATOR KATSUNGUNU PEIRRE  
HAS COME TO KABARE TO EXCITE POPULATION. HE HAS WARNED HIM  
THAT UNLESS HE STOPS HIS ACTIVITIES HE WILL HAVE TO TAKE  
MEASURES AGAINST HIM. MAJOR KWIMA HAS BEEN SENT TO INQUIRE  
IF POPULATION CAN AGREE ON A CHIEF AND IN SUCH CASE HE WOULD  
BE APPOINTED

3. PRESIDENT MIRUHO CONFIRMED HE INTENDS TO LEO MARCH 6  
WITH MINISTER PUBLIC WORKS TO DISCUSS PRESSING PROBLEMS WITH  
CENTRAL GOVERNMENT

4. CORRECTION YOUR BU36 PARA 4 BUKA 40 PARA 2 VICE  
PRESIDENT MOLEY TRAVELLED TO FIZI

BT

1/02/HM/020855Z MAR 62

**SECRET**



*Buka*  
**SECRET**

**PRIORITY**

**CANADIAN CIPHER**

**S 011620Z**

**FM ONUC BUKAVU**

**TO ONUC LEO**

**BT**

**AC**

Paraphrase NOT required,  
No unclassified reply or  
reference

**S E C R E T BUKA 41 GARDINER YACOB FROM GAVIOLA HAMIN.**

**YOUR FC 997 WE MET PRESIDENT MIRUHO OFFERING HIM OUR**

**STRONG SUPPORT TO PREVENT REQUISITIONING OF CIVILIAN**

**TRANSPORT HE ASSURED US THAT HE WAS AGAINST SUCH PROCEDURE**

**AND WOULD NOT REPEAT NOT GRANT ANY SUCH AUTHORITY. HE INSISTED**

**HIS LETTER (BUKA 40 PARA 4) HAD BEEN MISSUED TO REQUISITION**

**THE SYMETAIN**

**BT**

**2/02/HM/020855Z MAR 62**

**SECRET**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

Mr. Joff 12/1  
(4)

Ref: HQ20/62

INTER - OFFICE MEMORANDUM

9 Février 1962

A : Dr. Sture Linner, Officer-in-charge ONUC HQ Léopoldville

De : C.A. Gaviola, Chef de la Mission Civile ONUC Bukavu

Objet : Réquisition illégale de véhicules

Info: Mr. M. Khiary

Le vendredi 2 février vers 14 heures, un Adjudant de l'A.N.C et quelques soldats avec un ordre très vague de réquisition, ont forcé M. WERY a monter dans la voiture de sa femme (Mercedes N 4882) et accompagné d'un soldat, reçu l'ordre de démarrer dans une certaine direction. Selon M. WERY, il a pris le risque de se diriger en vitesse à la Résidence du Président MIRUHO, non loin de son garage dans l'espoir de trouver protection, car il savait que devant la porte il y a une garde mixte ANC et ONU.

Cette situation a provoqué une discussion et l'intervention du Ministre de l'Intérieur, Monsieur WALUBILA, qui après s'être enquis auprès des soldats, a réprimandé M. WERY en disant que celui-ci avait insulté les soldats et autorisé les soldats de partir avec la voiture. Selon eux, pour se rendre à Stanleyville.

M. WERY est venu me voir tout tremblant en me montrant une lettre du Président MIRUHO, datée du 2 janvier 1962, par laquelle il lui a demandé: "De vouloir bien mettre une voiture à la disposition de mes policiers pour se rendre à Katana afin d'arrêter les faiseurs de troubles". M. WERY les a autorisé à prendre sa Studebaker Station.

Je me suis rendu chez le Président MIRUHO, qui était déjà au courant de l'incident et qui m'a dit qu'il était le premier à le regretter, "car j'ai donné des ordres strictes de stopper les réquisitions". Mais cette affaire montrait encore une fois que les militaires ne lui obéissent pas. Il déclara qu'il allait donner l'ordre que la première voiture soit retournée à M. WERY. Jusqu'à présent, M. WERY n'a pas de nouvelles d'aucune des voitures, ni reçu d'indemnité.

Cet incident démontre que, malgré le remplacement du Commandant NGENDE par le Major KWIMA, l'indiscipline règne encore entre les forces de l'A.N.C. et le Gouvernement est impuissant pour faire respecter ses décisions. Les planteurs ainsi que les producteurs ont de nouveau peur de circuler avec leurs voitures. Le Directeur de l'A.E.P.Ki a adressé le 6 courant une lettre au Ministre de l'Intérieur en disant :-

//2...



"Quand vous relirez ces lettres et notes, vous constaterez que les  
" quatre problèmes à résoudre immédiatement pour sauver le Manièma  
" sont:-

"1. Réquisitions abusives : L'Administration civile et l'Armée  
" sont de plus en plus à charge des entreprises qui doivent leur  
" fournir véhicules, carburants, vivres, approvisionnements divers.  
" Les rapports des entreprises sont unanimes à ce sujet. Par exemple  
" voici ce que nous écrit récemment le représentant d'une société du  
" Manièma :

" " L'Administration locale au lieu de nous aider, c'est le cas  
" contraire qui se produit et nous avons l'Administration à  
" charge. Depuis les nombreux passages des troupes vers le  
" Katanga, ces territoires ont été vidés et actuellement  
" l'Administration ne possède ni moyen de transport, ni ravitail-  
" lement soit en vivres ou en carburants (pour les bacs) ni, même  
" un clou ou une planche pour la réparation des ponts. Tout doit  
" être fourni par les Sociétés qui depuis l'Indépendance n'ont pas  
" encore été remboursées. Cette situation ne peut durer car il  
" y a une limite et en plus l'Administration devient de plus en  
" plus exigeante".

"Il est à remarquer que ces réquisitions qui sévissent dans le Manièma  
" et même dans le Kivu, s'exercent sans discrimination et au mépris  
" de toute autre considération que le besoin immédiat de celui qui  
" réquisitionne ou, plus simplement saisit : la voiture du médecin, la  
" camionnette du mécanicien, le bus des écoliers sont saisis sans égard  
" pour l'utilisation qu'en font leurs légitimes propriétaires.  
" Nous savons, Monsieur le Ministre, qu'il est inutile d'insister sur  
" ces faits : vous les connaissez et vous savez le mal qu'ils causent  
" au pays. Faut-il rappeler le vœu exprimé le 20 décembre par la réunion  
" de MM. les Ministres des Mines RUDAHINDWA et MUGHAMBIWA avec les  
" représentants des entreprises : "Les personnes présentes reconnaissent  
" qu'il existe un abus dans le système des "réquisitions" sans parler des  
" "saisies" effectuées par des particuliers, tels que politiciens et  
" militaires irréguliers. Elles émettent le vœu que le système de  
" réquisitions ne soit appliqué qu'exceptionnellement, en cas de véritable  
" force majeure. Elles voient un remède à l'abus des réquisitions de  
" véhicules, carburants, vivres, services, etc... dans l'établissement  
" de budgets de districts et territoires, et dans le ravitaillement et  
" l'approvisionnement réguliers des autorités territoriales et militaires."  
" C'est la raison pour laquelle les entreprises, par notre lettre du 3  
" février, ont exprimé le vœu de recevoir de votre gouvernement et du  
" Commandant de l'ANC, préalablement à la mise en service de nouveaux  
" véhicules, l'assurance que ces véhicules ne seront en aucun cas réquisitions  
" par l'Administration civile ou militaire".

///3...



J'estime qu'un moyen de combattre ces abus serait d'obtenir des Généraux MOBUTU et LUNDULA un Ordre du Jour interdisant les réquisitions des véhicules sauf exceptions bien limitées, et signalant une sévère pénalité pour n'importe quelle violation à cet ordre. De même que de distribuer des copies à toutes les entreprises afin qu'elles puissent la montrer à des soldats qui prétendent l'ignorer.

*cf.*

CAG/JP



CONFIDENTIAL

52

A coffee planter named Joe Castle was recently invited by President Miruho to return to Kivu Province to act as his personal adviser. Mr. Castle visited our office at Usumbura on January 26. In discussing the current situation in Kivu, he stated that the local security situation is good although business activity is at a virtual halt and few people are seen on the streets of Bukavu. President Miruho is trying to revive the province but one of his major problems is security. According to Mr. Castle, President Miruho is interested in getting police instructors from Kenya to help establish an effective police organization throughout Kivu Province. This plan would use 200 gendarmeries who are now at Bukavu as a nucleus. These gendarmeries are considered loyal to President Miruho. Using them as a nucleus the strength of the gendarmerie would be built up to 2000 for use throughout Kivu. Mr. Castle thought the outlook for this idea was optimistic because of President Miruho's enthusiasm and his willingness to take energetic steps to restore order.

According to Mr. Castle again, Miruho believes that Adoula will be agreeable to this plan. He said also that Mr. Gaviola was very interested in the idea and had made a special trip to Leo to discuss it. Mr. Castle has come to an "informal understanding" with Africans and Europeans in Kenya and believes that they would support such a plan. He also believes that UN financial assistance might be solicited and perhaps US support in some form could be obtained.

Ed - Adoula

BUKAVU

CONFIDENTIAL



CONFIDENTIAL

A coffee planter named Joe Castle was recently invited by President Miruho to return to Kivu Province to act as his personal adviser. Mr. Castle visited our office at Usumbura on January 26. In discussing the current situation in Kivu, he stated that the local security situation is good although business activity is at a virtual halt and few people are seen on the streets of Bukavu. President Miruho is trying to revive the province but one of his major problems is security. According to Mr. Castle, President Miruho is interested in getting police instructors from Kenya to help establish an effective police organization throughout Kivu Province. This plan would use 200 gendarmeries who are now at Bukavu as a nucleus. These gendarmeries are considered loyal to President Miruho. Using them as a nucleus the strength of the gendarmerie would be built up to 2000 for use throughout Kivu. Mr. Castle thought the outlook for this idea was optimistic because of President Miruho's enthusiasm and his willingness to take energetic steps to restore order.

According to Mr. Castle again, Miruho believes that Adoula will be agreeable to this plan. He said also that Mr. Gaviola was very interested in the idea and had made a special trip to Leo to discuss it. Mr. Castle has come to an "informal understanding" with Africans and Europeans in Kenya and believes that they would support such a plan. He also believes that UN financial assistance might be solicited and perhaps US support in some form could be obtained.

CONFIDENTIAL



JP/jg

BY POUCH

31st January

2

To : Mr. C. Gaviola, ONUC Representative, Bukavu  
From : J. Poujoulat, P/A to Officer in Charge  
Subject : Monsieur H.L. MAZURIE

... 1. There is attached herewith a letter which is self-explanatory, dated 17th January, from M. H.L. MAZURIE, P.O/B. 55, BENI (Northern Kivu).

2. It would be appreciated if you would take this up with the competent Provincial authorities and advise M. Mazurie directly. In the event a patrol should be scheduled to visit that area, it would be opportune to try and visit M. Mazurie and obtain an on the spot report of his particular situation.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

To: Mr. Gaviola

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

Bukavu

30th Jan. 1962

Dear Sir,

I should like to refer to various aspects of the Refugee problem in Kivu, and to offer some suggestions based on experience in the field.

First of all, no organization exists here to deal with a situation full of tragic potentialities. My own position as a member of the WHO Team has become untenable due to the opposition of the Senior Health Adviser to my participation in this work. He holds that the sole responsibility rests with the Refugee Relief Office. But witnessing the misery of these poor people, their helplessness, and state of malnutrition that renders them vulnerable to every infection, I cannot but believe this a narrow interpretation of our function. On the other hand



3

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 724  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

it would appear that while somebody is trying to stave off disaster, notably the Missions, the Refugee Relief Office is quite willing to shirk its own responsibility, offering only token assistance. The result then is that classic situation where an overlapping function has the effect of nothing at all being done. In the meantime the refugees die in earnest.

Reliable sources estimate the exodus of refugees from Ruanda-Urundi at 75,000. Some have gone to Uganda and Tanganyika, and the Missions, principally Swedish and Norwegian, care for 40,000. There are dispersed inside the Congo from Mivira to Masiri. I have already reported on the deplorable condition of the centres at Loma, but in fact the death and disease I anticipated there has hit Sange first.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

I cannot see an end to this problem for many years, especially with Ruanda-Urundi's own uncertain future. But Charitable Organizations cannot continue indefinitely to find the means to carry on catering for such numbers. A controlled, and not over-ambitious programme of resettlement should be initiated so as to in time eradicate the problem, or reduce it to manageable proportions. The Norwegian Mission have discussed such a project with me so as to make a beginning, and put to the best possible use the recent gift from The Oxford Famine Relief Committee. A little co-operation from the Congolese Government, and ONUC is all that is needed to get it under way, and it could serve as a pilot scheme for many more.

I am sorry to add to your many burdens, but hope you will gain the interest of the proper authority.

Yours faithfully

T. Harnett.



REPORTS FROM MALAYAN INTELLIGENCE OFFICERS

22 Sept 61

Belgian authority in Kisenyi has received orders to end registration in Kisenyi area. Watutsi refugees believed that registration would be opened until 23 Sept. Watutsi refugees on seeing Belgian Paracommandos fled into neutral zone. Some were badly cut up by barbed wire. Local ANC Officers appeared at the frontier and informed Malayan Special Forces that if any shot was heard in the direction of Kisenyi, they would attack Kisenyi without any warning.

27 Sept 61

About 2000 Watutsi refugees marched to the frontier post demonstrating with banners. Some of banners read "Belgian are thieves murderers and come from the poorest country in Europe". Crowd with banners "Enough blood has already been shed. Hail Kigali". Later crowd was peaceful and made no attempt to cross frontier.

24 Dec 61

It is also said that in Ruanda territory three nights ago a murder in which seven people were killed was done by Watutsi who are taking refuge in the Congo. Three of the murderers are believed to be in Bukavu. Efforts are being made to arrest them.

Following this, the Ruanda authorities fear that similar terrorism may be committed by this gang of forty, approximately.

26 Dec 61

Rumour says ANC Paracommandos ex Bukavu killed 3 civilian with knives in bush along frontier. They were caught smuggling.

The movement of armed Watutsi terrorists has caused a certain amount of fear among the European population of Kisenyi.

27 Dec 61

3 Africans suspected to be Watutsi shot and wounded Mr. DAUBLIN of Kisingi 12 km. North of Ruengeri. The attackers left him with six 9mm bullets in his body and a broken arm. They left with Mr. DAUBLIN's blue Peugeot 403 Station Wagon for Kigali. Before reaching Kigali at Rutanga they stopped a Belgian family and killed all the three occupants. In Kigali they killed two Africans. They then went to Giterama and killed two more Africans, one of them was identified as an MP of local Ruanda Government.



27 Dec 61 (con't)

The Belgian authorities believed that the murderers entered Ruanda territory from area of Romangabo. Blue Peugeot 403 Rm 5361 reported to be abandoned in Bukavu. Names of the suspects NUMA André, MPAMBARA Alex.

2 Jan 62

Ruanda authorities think that the armed Watutsis will strike again in a weeks time.

10 Jan 62

Ruanda/Kisenyi authorities taking steps to tighten border movements with the purpose of stopping arms smuggling by Watutsis.

13 Jan 62

Armed Watutsis are now terrorizing in area of Kagera National Park. Some Belgian farmers here have been killed or wounded. It is said that these terrorists intend to kill all Belgian families in Ruanda.

CAG/JP



Extract from the Report by Mr. M. CATTEDRA,  
Refugee Relief, Léopoldville, November 1/61

.....

"The main concentrations of refugees can be located as follows: 4 to 5.000 at Goma, 10 to 12.000 in Bukavu, 6 to 7.000 in the greater Bukavu area, 5 to 8.000 along the RUZIZI valley (NYANGEZI, LUVUNGI), 2 to 4.000 in the Lake MOKOTO's region. Only about 2 per cent of all these, the more hard pressed perhaps, have already moved into unoccupied land and settled down by their own means. A much smaller percentage has succeeded in finding jobs with the Provincial Administration. The greater mass of newcomers has barely managed to live on with whatever substances they had carried from RUANDA and on the modest help they have so far been receiving from missions and lately from the U.N. In recalling other refugee experiences in the Congo one may indeed wonder how a potentially explosive situation which has been existing for some time has not yet reached a critical stage. The explanation for this is rather complex. The ethnical personality of the Watutsi as a group, the agricultural economy of the Kivu and the friendly attitude of the Provincial Government are all elements which so far have contributed to allay the dangers inherent to the situation. The only appreciable phenomenon remarked has been a moderate increase of the prices of basic foodstuffs such as beans, rice, manioc and potatoes. This tendency in the long run may cause hardships to the native, lower-income BASHI and impose an unbearable strain on their subsistence economy.

As to the relations between the two groups (BASHI and WATUTSI) here again we have been pleased to observe that no serious friction has developed until now. We refrain however from drawing any hasty conclusion as to the future pattern of relations that will be established between the two groups. The test-time period of which we dispose is too short to allow for any definite trend to be set and there are several imponderables which can still affect the present positive balance. As an example, we simply cannot foresee what the Government's attitude will be on the problem one month from now. A Government which has just been returned to power and which is hardly beginning to look around for ways and means to put order and legality into domestic matters, a state with its agriculture - the major source of revenue - virtually to pieces and with a structural, widespread unemployment problem to solve, can hardly be expected to take any positive action in regards of the Watutsi refugees. It may very well happen that this new, alien problem may later be considered an undue burden and be either ignored or fought through harsh measures. On the other hand, we are not in a position to know whether the refugee inflow has ceased, just declined or will resume at a later time. It is easy to assume that, should the situation continue to deteriorate in Ruanda, more Watutsi will come knocking at the gates and this will certainly aggravate the problem with unpredictable consequences. Further, and this is a sure hint, the situation will gradually grow worse with the exhaustion of the refugees' substances.



It is to be expected that within two or three months the United Nations would be officially invested by a bigger and more acute problem. This is at best an interim period which, however, offers us some valuable time to undertake an action directed to ease the present situation, to work for a permanent solution and prevent a further deterioration.

We have here a refugee problem which is completely different from anything our Department has previously tackled in the Congo, a problem calling for a new approach. There is no immediate need for costly air-lifting of large quantities of supplies although some moderate quantities (mostly obtainable on the spot or from surrounding areas) will be needed. The real need is for an organization and financial effort to carry out a resettlement scheme for the Watutsi, in the underpopulated but promising agricultural area sited at suitable distances from the Ruanda border. Only an initiative in this direction can bring the problem to a radical solution, restore normal conditions along the border and in the long run prove beneficial to the national economy at large."

.....



COMITE DES REFUGIES RWANDAIS

c/o MUNYAKAZI Simon

Caisse des Pensions

B.P.4000

B U K A V U

Bukavu, le 30 septembre 1960

A Monsieur le Président du Gouvernement  
Provincial du Kivu-Maniema

à

B U K A V U

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir très respectueusement m'adresser encore une fois à votre haute bienveillance au sujet de la mesure qui vient d'être prise vis-à-vis des réfugiés rwandais auxquels vous aviez bien voulu réserver le meilleur accueil que loue si hautement Sa Majesté le Roi KIGERI V lui-même.-

Sans vouloir me permettre de connaître les raisons administratives qui ont été à la base de cette mesure, je me permettrai de vous supplier, Monsieur le Président, de bien vouloir revoir cette décision qui vient, à son heure, mettre de nouvelles et plus cuisantes inquiétudes dans les coeurs de ces malheureux réfugiés.-

Je m'excuse de devoir être trop long, mais je vous prie de bien vouloir user de la patience du père de famille que tout le monde vous connaît.-

Ces pauvres réfugiés avaient déjà difficile à vivre, parce qu'ils sont venus dépourvus de tout, mais du moins ils dormaient tranquillement parce que se sentant sous la protection de votre Gouvernement. Ils n'avaient plus les tristes cauchemars d'être poursuivis ou tués par les paracommandos belges ou parashutu. Les voilà maintenant mis dans la perspective plus qu'atroce de se voir traduits devant leurs ennemis féroces, sans coeur ni pitié et qui par rancœur de la perte du Congo ont juré l'anéantissement de tout nationaliste rwandais. Le souhait unanime de tous ces réfugiés serait, à n'en pas douter de se voir tuer par vous-mêmes que de retourner, dans les circonstances actuelles, au Ruanda qu'ils ont abandonné parce qu'ils se sentaient menacés de mort ou d'emprisonnement.-

Aussi je me permets, Monsieur le Président, au nom des milliers de mères, d'épouses, d'enfants de tout âge, au nom de tous les réfugiés qui considéraient le Congo comme un sauveur inattendu, d'intercéder auprès de vous pour que cette mesure soit reportée.-

Au lieu de les refouler au Ruanda, il serait peut-être souhaitable de les envoyer à l'intérieur de la Province, mais en ce cas également ils auront encore plus difficile à vivre: ils ne peuvent y trouver ni logement, ni connaissances pour les héberger ou subvenir à leurs besoins, alors qu'ici nous pouvions du moins en aider un grand nombre soit par logement soit en partageant le peu que nous avons puisqu'il y a ici plusieurs banyarwanda qui ont un emploi et ensuite nous sommes dans le voisinage du Ruanda où il ne manque pas de bons coeurs pour aider ces malheureux.-



Aussi je vous prierais, Monsieur le Président, d'examiner encore une fois s'il n'y aurait pas moyen de donner suite à ma demande tendant à voir regrouper ces réfugiés en un camp déterminé par exemple à Bagira où plusieurs maisons tombent en ruine faute d'entretien, sans rien apporter cependant dans le Trésor.-

Dans ce cas, ces maisons resteraient du moins en bon état, les réfugiés seraient mieux contrôlés, vous auriez vous-même l'occasion de les contacter ensemble, de leur donner une parole encourageante ou des conseils utiles. J'ose espérer qu'ils se conformeront strictement à vos instructions et ne désabuseront pas de votre protection, déjà miraculeuse.

L'autre avantage de ce regroupement sera la facilité du recensement, des permis de séjour et la connaissance rapide des instructions émanant des Autorités, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement, car plusieurs n'ont pas de résidence fixe, ils errent en quête de logement et ne savent comment se faire recenser dans une commune où ils ne sont que de passage.-

Tandis que si nous disposions d'un camp déterminé, tout le monde pourrait connaître ce camp et y envoyer régulièrement tous les nouveaux arrivants qui se mettraient immédiatement en règle.-

Quant au point de vue impôt, j'ose espérer que vous comprenez, Monsieur le Président, que plusieurs sinon tous, sont dans l'impossibilité matérielle de s'en acquitter puisqu'ils n'ont même pas de quoi acheter du pain pour leurs enfants et que, vu les difficultés du Congo, il n'a pas encore été possible d'en engager. Nous vivons du seul espoir de voir la paix revenue au Congo comme au Ruanda.-

Nous ne nous plaignons pas de ce chômage, nous en connaissons la cause et le premier réfugié qui l'attribuerait au Gouvernement serait tout simplement un insensé, un imbécile et nous serions les premiers à lui faire avaler sa bêtise.-

Je n'ignore pas, Monsieur le Président, qu'il y en a qui se faufilent ici en espions des belges, vous ~~avez~~ raison de prendre des mesures contre eux pour l'intérêt du pays. Aussi de notre côté, nous avons pris soin de tenir un registre pour connaître les vrais réfugiés, j'en ai en outre fait faire un cachet reconnaissant de tout réfugié qui ne pactise pas avec les colonialistes.-

Dans l'espoir que vous voudrez bien réserver une suite favorable à ma requête, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma considération la plus distinguée.-

MUNYAKAZI Simon

Représentant des réfugiés rwandais



24 January

2

Mr. S. Habib Ahmed, Chief Administrative Officer  
 G. Taff, Assistant Legal Adviser

Austrian Medical Team Claim for Personal Losses : Claims Board Case 143

1. With reference to your memorandum of 22 January, 1962, I wish to inform you that Headquarters was not sent a list of names of the members of the Austrian Medical Team who were carrying more than \$50 on their person when they were attacked by the ANC in Bukavu.

2. For the failure to transmit this data on 23 October, 1961, with our Minutes, the responsibility is entirely mine. I would however point out that on 25 October, 1961, I was transferred to the Office of the Legal Adviser, and it may be the case that this omission on my part was due to this change of job.

3. While I fully accept all responsibility for the failure to transmit this information as to cash to New York, I do not see that I can be charged with any of the other delays that have arisen in connection with this case. As regards the period subsequent to 23 October, 1961, it appears that New York waited approximately 3 months to advise that they had not received the data which our Minutes indicated was being sent to them.

4. As regards the period prior to 23 October, 1961, I would call your attention to the fact that all prices of the items stolen from the team were set forth in Austrian shillings. When the statements of claim were received by my office, I turned them over to the Finance Office for conversion of all prices into US currency. According to the notation which I made on the memorandum of 23 May, 1961, from Mr. W.M. Caw to Mr. G. Lansky, these papers were not returned to Finance Office until 6 August, 1961. Second, while the Minutes sent to New York state that the meeting of the Claims Board when these cases were decided was held on 29 September, 1961, the fact is that this Board had held a previous meeting on or about 15 September, 1961 on these claims but had not been able to arrive at any final decisions. That is to say, my office held these claims in total for a period of approximately 6 weeks - from 2 August to about 15 September, 1961. Considering the vast amount of work that was done on these claims, particularly in the computation of the items according to the classifications required by Administrative Circular No 75, I do not see that we can properly be charged with any undue delay in the handling of the case.

5. I am transmitting herewith the file on this case.

cc: Mr. Grunzweig  
 Mr. Halbert



18 January 2

Mr. R.J.B. Rossborough, Deputy Chief of Civilian Operations  
Mr. F.W. Tooby, Economic Relief Coordinator  
S. Linnér, Officer-in-Charge  
Funds for refugee relief in Bukavu

..... "Aide des Missions Protestantes" (Association des Eglises libres de Norvège et Mission libre suédoise) have sent me the attached letter in Swedish, dated Bukavu, 11 January 1962, from which I quote:

"The Bukavu representative of the Norwegian Mission received recently a cable from Leopoldville through ONUC, Bukavu, that an amount of £10,000 was at their disposal at Barclays Bank, London. We hope there will be no further delays in this matter.

"Oxford Famine Relief Committee informs us in a letter that they are prepared to put further funds at our disposal, if needed.

"That the needshare are enormous is known by all who are familiar with the situation. We therefore appeal to you to do everything you can to have means put at our disposal so that this enormous relief action can be carried through. Whilst we were waiting for funds many, both children and elderly people, have died during the last few weeks. The famine has been great. We are now arranging several definite living places for these refugees and since ONUC have permitted us certain transport facilities we believe that the whole relief action could be completed within the near future.

"In our work we have collaborated intimately with Mr. Harnet, ONUC, Bukavu. He has been of great assistance to us and we very much appreciate his kind collaboration."



Léopoldville, le 15 janvier 1962

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance le contenu d'un rapport qui vient de me parvenir de notre représentant à Bukavu :

"Monseigneur Mala Noël, Curateur général de Kasongo, est arrivé avec Monsei Lambert, jeune séminariste de la Congrégation des Pères du Saint Esprit de Kongolo, lequel a fait la déclaration suivante sous la foi du serment et en présence de Monseigneur Cleire, Evêque de Kasongo, du Père Embrechts, Régime des Pères Blancs, le Recteur du Collège et de moi-même :

- 1° Le 31 décembre 1961 Kongolo a été investi par les troupes Stanleyvilloises suivies par des centaines de personnes appartenant à l'Organisation du Cartel des Jeunesses;
- 2° Tous les prêtres, 19 pères et un frère, furent emmenés en prison;
- 3° 58 séminaristes les ont suivis à pied, furent arrêtés et ont passé la nuit en prison;
- 4° Le 1er janvier 1962, à 9.00 heures du matin, les séminaristes furent amenés dans la cour de la prison où ils assistèrent au déshabillage des prêtres qui reçurent chacun 12 coups de fouet;
- 5° Quelques instants plus tard les prêtres furent abattus un à un;
- 6° Un séminariste pense que la vie d'un père fut épargnée;
- 7° Les membres du Cartel qui assistaient également ont immédiatement commencé une orgie en mutilant les corps pour les emmener comme fétiches;
- 8° Le même jour, à six heures du soir, il fut ordonné aux séminaristes de transporter les corps et de les jeter dans la rivière;

Son Excellence M. Cyrille Adoula,  
Premier Ministre de la République du Congo  
LEOPOLOVILLE

2 / . . .



9<sup>e</sup> Ils furent gardés en prison cette nuit et il leur fut permis de retourner à leur Congrégation le 2 janvier;

10<sup>e</sup> Le 4 janvier Lambert put se rendre à Kasongo mais ne put rencontrer le Curateur que le 10 janvier;

11<sup>e</sup> Le Curateur a déclaré qu'il était arrivé à Kasongo le 9 janvier et avait eu une entrevue avec le Commandant Benezeti Kibingwa lequel lui a dit que des soldats qui amenaient des prisonniers du Katanga via Kongolo lui avaient rapporté que des prêtres avaient été tués;

12<sup>e</sup> Le 10 janvier un avion de l'ONUC aurait atterri à Kasongo en provenance d'Albertville. Le Capitaine de l'avion convaincu de la véracité du rapport fait par le séminariste aurait décidé de l'emmener à Bukavu;

13<sup>e</sup> Le Commandant Kibingwa serait parti pour Stanleyville le 10 janvier mais serait peut-être de retour à Kasongo et son officier en second, Albert Dunia Kapepa, pourrait corroborer ce rapport étant donné qu'il connaît les soldats venant de Kongolo;

14<sup>e</sup> Les victimes seraient toutes de nationalité Belge et leurs noms, eurent que puisse s'en souvenir le séminariste seraient : Raphaël Renard, Directeur, les Pères Joseph de Hert, Jean Lansdser, Jean Marie Godefroid, André Vander Smitten, Joseph Mens, Pierre, Roger, Jules Pierre, Gaston, Louis, Désiré et Joseph. Le séminariste ne se rappelle pas des noms de famille des huit derniers ni les noms des cinq autres;

15<sup>e</sup> Il pense que le Père Jules Darmon n'a pas été tué à ce moment mais on ne l'a plus revu depuis;

16<sup>e</sup> Après notre entrevue, Messieurs Cleire et Mala Noël ont fait rapport de cet incident aux autorités belges de Shangugu et Président du Gouvernement Provincial du Kivu au début de l'après-midi;

17<sup>e</sup> Le séminariste a également indiqué que les soldats de Kongolo disent qu'ils tueraient tous les prêtres qu'ils rencontreraient sur leur chemin de retour étant donné qu'ils avaient empoisonné les esprits des jeunes en leur demandant de s'abstenir de procréer;

18<sup>e</sup> Messieurs Cleire et Mala Noël ont peur de retourner à Kasongo et ont exprimé également leur crainte en ce qui concerne les prêtres qui étaient restés à Kasongo et Kipaka. Le même problème se pose pour quatre professeurs qui viennent d'arriver de Belgique afin de rouvrir le Collège de Kasongo."



Etant donné la gravité de ce rapport je n'ai nul doute, Monsieur le Premier Ministre, que votre Gouvernement essayera d'obtenir tous les renseignements susceptibles de faire la lumière sur cet incident sans délai. Je tiens à vous signaler que de notre côté nous enquêtons pour savoir si un de nos avions a effectivement atterri à Kasongo comme il l'est indiqué au paragraphe 12<sup>e</sup> ci-dessus car le Commandant de la Force Aérienne des Nations Unies n'a aucune information à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

cc Force arm.

JP/jg



Notre réf: GVT/87/62

Léopoldville, le 10 janvier 1962

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai transmis votre lettre N° 46/62 du 8 janvier 1962 au Commandant de la Force des Nations Unies. Ce dernier confirme qu'étant donné le nombre très restreint de troupes dont il dispose, il s'est vu dans l'obligation de retirer la garnison qui se trouvait à Kindu et que cette décision n'a été prise par lui qu'après une étude très sérieuse de la situation et du déploiement des forces dont il dispose.

D'autre part le Commandant de la Force m'informe que cette évacuation n'est pas sans le laisser rempli d'appréhensions et qu'elle lui a été dictée par les priorités existant dans d'autres régions du Congo et tout particulièrement celle du Sud Katanga dont l'importance et la nécessité par rapport aux autres n'échappent certainement pas à votre appréciation.

A moins que les contingents mis à la disposition de l'ONUC ne soient renforcés dans un très proche avenir le Général Mac Eoin se voit dans l'impossibilité de rétablir une garnison à Kindu et ceci aussi longtemps que la situation au Katanga ne sera pas résolue.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. Cyrille ADOULA,  
Premier Ministre de la République du Congo  
LEOPOLOVILLE

cc: Force Commander

JP/jg

see gov. file





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDBVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC. LEOPOLDBVILLE

10 January 1962

To: Dr. S. Linnér, Officer-in-Charge of ONUC

From: Force Commander - ONUC

Subject: Letter Received by Prime Minister Cyrille Adoula from Shungu

We very much regret that because of the very great shortage of United Nations Troops in the Congo we are unable to maintain a garrison at Kindu. The decision to move the Malaysians from Kindu was taken only after very great consideration. We ourselves are totally unhappy about having had to vacate Kindu and until such time as the situation in Katanga clarifies further, we cannot foresee that, until then, there is any hope of returning United Nations Troops to Kindu.

It will be appreciated that the commitments in Katanga now take precedence over all others in the Congo. Our task in Katanga - particularly in South Katanga - must take priority over all others.

Dissipation of our strength by maintaining garrisons at the many other places at which we would like to have United Nations Troops might well seriously jeopardize our chances of forcing a final decision in South Katanga.

*S. MacEoin*

(S. MacEoin)

Force Commander - ONUC

Lt. Gen.



GVT/74/62

le 6 janvier, 1962

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-après le texte d'un message que vous adresse le Président du Gouvernement provincial du Kivu, qui est ainsi conçu :

"Adresse : Premier Ministre et Minidéfense nationale Leo  
Rpt : Chef Etat Leo

No. OIO/706bis/CAB/PRESIGOUPRO du 2 janvier 62

Vous signalons menaces répétées pour Province Kivu par troupes gizengistes. Reconnaisant nous envoyer toute urgence au moins 2.000 unités onusiennes ainsi que policiers ONU. Insistons urgence sinon situation Kivu sera plus que jamais détériorée. "

D'autre part, le Président Miruho nous a demandé de nous enquérir auprès de vous pour savoir si vous avez bien reçu le télégramme qu'il vous a envoyé le 31 décembre 1961 sous le numéro OIO/705bis, dont le texte est le suivant :

"Vous serons reconnaissant nous envoyer toute urgence quelques officiers instruits avec nouveaux uniformes pour toutes les unités stationnant Province Kivu. Insistons urgence. Sauvez le Kivu menace une fois de plus. "

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Sture Linner,  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence  
Monsieur Cyrille Adoula,  
Premier Ministre de la République du Congo,  
LEOPOLDVILLE

JP/pr



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

CAG/JC CONF.01/62

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

*Copy sent to F.C.*

INTER - OFFICE MEMORANDUM

CONFIDENTIAL

BUKAVU

2 January 1962

To : DR. STURE LINNEN, Officer in Charge - ONUC - HQ - LEOPOLDVILLE

From : C.A. GAVIOLA, Chief Civilian Officer, ONUC - BUKAVU

Subject : Meeting with President MIRUHO

To present our greetings for the New Year, we called with General Hamid on President Miruho this afternoon.

1. - He was with the Minister of Social Affairs, the Minister of the Interior and the Burgmaster taking decisions to put an end to the bloody incidents in Kabare, which started on the night of 30 December and have continued through the New Year, in spite of the President's assurance (Ref My BUKA/416). Among the victims are counted the District Commissioner and the local Administrator, which had been appointed by Miruho.

The cause is attributed to political troublemaking by Kabare's anhangars -archenemy of Miruho- headed by the son of the Senator, who is in hiding. He is appointing new district Commissioner KAMAKANDA and Administrator LUSOLO MUPENGE --who are not from Kabare-- as well as sending the Commissary BISHERERA to direct the Police Forces. We asked him if there was going to be revanchism and he assured us that he was going to proceed firmly but justly and that to that effect he would call from Goma a Magistrate to direct the investigation.

To preserve order and support the local Police, General HAMID has placed 40 men in Kabare. Several hundred people have taken refuge at the Mission and we are trying to help them with some food. But the great majority has left and the town is practically deserted. President Miruho is sending a Radio-car along Kabare's surroundings calling on the people to return to their homes.

2. - He is still worried about the subversive activities of partisans of Gizenga and a bit disappointed about certain assurances of Prime Minister Adeula about the immediate withdrawal of the Paracommandos. They were taken out of Bukavu but are still in Goma waiting for airlift. He fears they might come back to Bukavu with other troops from Stanleyville. He even asked me to send through our net the enclosed cable --Encl.A-- asking for 2,000 ONUC troops in Bukavu. We immediately told him that it would be of no avail, but he would like the Prime Minister to know of it. He repeated that he does not trust the discretion of the official telecommunications and gave me copy of a cable he sent to Leopoldville the 31st December 1961. --Encl.B.--

\*\*\*\*\*



CONFIDENTIAL

To : DR. STURE LINNEN

CAG/JC/DI/62

2 January 1962

page 2.

You could check with the Prime Minister whether it was received and the action he intends to take. I think this request is reasonable and could be of great value if some well-picked and disciplined officers are sent. Pressure should also be brought upon General Lundula to send his troops into Katanga or take them back to Stanleyville. Like locust, they are ravaging the whole Maniema. I met yesterday the Bishop of Kasongo, who does not dare return to his Diocese at Kasongo. It is obvious that this Province will not find order and security --basic elements for its economic recovery-- until the Stanleyville troops are withdrawn from that area and the ONUC can establish a strong garrison in Kindu, with enough strength to patrol the whole area. Please do whatever you can to this respect, as soon as the Katanga situation leaves some troops available. For your information, I enclose also a report from the General Administrator of the C.F.L., Monsieur TRICOT-(Encl.C)---.

*Cf*





CABINET  
DU PRÉSIDENT

Bukavu, le

Encl. "A"  
196

N°

/ Cab.

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

TELEGRAMME OFFICIEL

PRIORITE

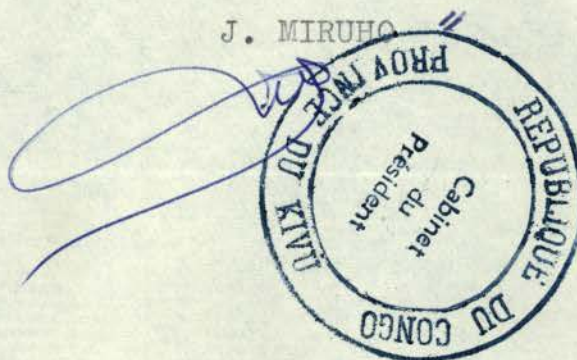
ADRESSE: PREMIER MINISTRE ET MINIDEFENSE NATIONALE LEO  
RPT: CHEF ETAT LEO

N° 010/706Bis/CAB/PRESIGOUPRO DU 2 JANVIER 62

VOUS SIGNALONS MENACES REPETEES POUR PROVINCE KIVU PAR TROUPES  
GIZENGISTES STOP RECONNAISSANT NOUS ENVOYER TOUTE URGENCE AU  
MOINS 2.000 UNITES ONUSIENNES AINSI QUE POLICIERS ONU STOP  
INSISTONS URGENCE SINON SITUATION KIVU SERA PLUS QUE JAMAIS DE-  
TERIOREE FULLSTOP

PRESIGOUPRO KIVU

J. MIRUHO





Encl. 'B'

CONGO BELGE — BELGISCH CONGO

, le  
, de

Province  
Provincie :

(1) N°

PRIORITE ABSOLUE  
OFFICIEL TM2 = CTA

-/CONFIDENTIEL/-

Réf. n° :

Annexe  
Bijlage :

Objet  
Voorwerp :

1ER MINISTRE & MINIDEFENSE LEO  
QUARTIER GENERAL ANC LEO

N°010/705bis DU 31 DECEMBRE 1961 " VOUS SERONS  
RECONNAISSANT NOUS ENVOYER TOUTE URGENCE  
QUELQUES OFFICIERS INSTRUITS AVEC NOUVEAUX  
UNIFORMES POUR TOUTES LES UNITES STATIONNANT  
PROVINCE KIVU STOP INSISTONS URGENCE STOP  
SAUVEZ LE KIVU MENACE UNE FOIS DE PLUS  
FULLSTOP "

PRESIGOUPRO

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DU KIVU BUKAVU.



(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro — In het antwoord nummer en dagtekening vermelden.



Bukavu, le 27 décembre 1961.

## NOTE POUR l'O.N.U.C.

Importance de la présence d'un détachement O.N.U.C. à Kindu.

Depuis le 30 juin 1960, le Maniéma et son centre principal de Kindu ont été fréquemment le siège de troubles graves, ayant entraîné des sévices de troubles multiples et souvent très sérieux sur la population, tant congolaise qu'européenne. La série de troubles vraiment graves a commencé dès novembre 1960 où ils trouvaient leur origine dans l'attitude de certains éléments de la population civile, pour se répéter à plusieurs reprises en 1961, avec une participation de plus en plus importante des troupes congolaises comme auteurs de ces troubles. Plusieurs rapports détaillés sur les sévices subis par des agents européens des sociétés ont d'ailleurs été fournis à l'O.N.U.C. par l'entremise de la F.E.C. Bukavu.

Le résultat en a été, chaque fois, un nouveau départ d'européens, molestés ou non, jusqu'à ce que ne reste, à Kindu même, qu'un noyau infime dont notamment, pour les organismes de transport dont il sera question ici, 5 agents à la Cie des Chemins de fer des Grands Lacs (C.F.L.) et zéro à la Cie Transkat, qui assurait les transports routiers les plus importants du Maniéma. Récemment, la Transkat a pu réintroduire un agent à Kindu et souhaiterait pouvoir en décider un second à s'y installer au plus tôt.

A noter que, jusqu'en 1960, ces deux sociétés employaient respectivement, à Kindu, environ 30 et 10 agents européens.

Les quelques agents absolument indispensables au maintien de l'activité "Transports" qui ont pu être maintenus ou ramenés à Kindu ne l'ont été que grâce à la présence, dans ce poste d'un contingent réputé à juste titre dangereux, d'un contingent de l'Onuc, auprès duquel ce petit noyau de techniciens courageux pouvait espérer trouver une certaine protection en cas de grand danger (et où d'aucuns l'ont d'ailleurs trouvée lorsqu'ils purent arriver à temps jusqu'à elle, (ce qui ne fut hélas pas le cas le plus fréquent, vu la soudaineté avec laquelle les événements se sont généralement produits).

Nous en exprimons, en passant, la vive reconnaissance que les sociétés que nous représentons éprouvent envers l'Onuc.

Or, depuis les derniers et tragiques incidents de novembre 1961, à la suite desquels six des agents de nos sociétés locales ont à nouveau été sévèrement molestés et pensent n'avoir échappé que par miracle au sort le plus tragique, non seulement deux d'entre eux ont quitté leur société sans esprit de retour, mais tous les autres sont décidés à le faire à la première alerte et notamment, suivant la déclaration que m'en a faite le porte-parole, Monsieur l'Ingénieur Wilgos, du C.F.L., il y a moins d'une semaine, "si l'Onuc devait abandonner Kindu". Placé devant la responsabilité morale de laisser ces gens à des exposés à des dangers dont l'expérience d'un an à Kindu n'a que trop confirmé la réalité, et la responsabilité de maintenir autant que possible ouvertes les possibilités de transport par eau, rail et route de toute une région, (possibilités dont dépend tout ce qui reste de vie économique et dont dépend la résurrection éventuelle de l'activité économique), je n'ai pu prendre, devant le porte-parole des agents des sociétés dont je m'occupe d'autre part que de les autoriser à se replier, s'ils le peuvent, au cas où la dernière protection que représente pour eux l'Onuc sur place devait disparaître, ce qu'ils craignent par dessus tout.

Dans cette éventualité, il est à prévoir que les agents d'autres firmes suivraient leur exemple et que tout le Maniéma, paralysé par le manque de moyens de transport et de techniciens, notamment dans les Mines et autres industries survivantes, serait voué à l'inactivité complète au grand détriment de milliers de congolais, privés de salaires et de l'économie de la République, privée de précieuses rentrées de devises.

F. TRICOT  
Administrateur D. G. P. du C.F.L.  
Administrateur Délégué de Transkat & Cofobas



Mr. Pousoulaz

ROUTING SLIP

TO

For Commander

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

To note and  
return please.

Inc  
11/1

DATE

10 Jan.

FROM





ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

CAG/JC CONF.02/62

INTER - OFFICE MEMORANDUM  
BUKAVU

5 January.....1962

To : DR. STURE LINNEN, Officer in Charge - ONUC - HQ - LEOPOLDVILLE  
From : C.A.GAVIOLA, Chief Civilian Officer, ONUC - BUKAVU

Subject : Ref.My Conf.01/62 of 2 January  
Political unrest in Kabare

With reference to first part of my memo of 2 January, I wish to inform you that the situation is practically under control and the Malayan Forces were withdrawn today from that area.

Most people have returned to their homes and the Congolese Army is patrolling the whole area. It is worth mentioning that Malayan and Congolese forces have well coordinated their efforts in this operation.

W.H.O. Doctors have treated about 50 injured, of which two died. Total of deaths is difficult to estimate, as some may have buried in hidden places. So far only 14 have been counted.

Kabare's son, principal instigator of the trouble, is still at large.



Province : DU KIVU  
Provincie

(1) N° 2010/21bis/CAB.

CABINET DU PRESIDENT.-

=====

Réf. n° :

Annexe :

Bijlage :

Objet :

Voorwerp :

A Monsieur le Docteur STURE LINNEN  
Chef des Opérations de l'ONUC  
Building Royal  
à  
LEOPOLDVILLE.-

SL

Monsieur le Docteur,

J'ai l'honneur de vous exprimer mon entière satisfaction quant à la façon dont Messieurs GAVIOLA Carlosa, le Général ABDUL Hamid et le Colonel S.M. A. AALSAGOFE ont rempli la mission qui leur a été confiée dans la Province du Kivu.

Les éminents services rendus par ces personnes à la cause de la légalité, m'incitent à vous demander de les maintenir aussi longtemps que possible dans la Province.

Je vous en remercie d'avance et vous prie de croire, Monsieur le Docteur, en l'assurance de ma parfaite considération.-

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT  
PROVINCIAL DU KIVU,

J. MIRUHO.-





ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

CAG/JC/DI/62

INTER - OFFICE MEMORANDUM  
BUKAVU

.....2 January..... 1962.....

To : Dr. Sture LINNER, Officer in Charge, ONUC \_ HQ - LEOPOLDVILLE  
From : C.A.GAVIOLA, Chief Civilian Mission, ONUC - BUKAVU

Subject : One aspect of the Situation in the Province of Kivu

A new example of the insecurity reigning in the interior of the province has been offered by the theft of 35 kgs of gold belonging to the Company SOBAKI, on Saturday, December 30, 1961.

The description of the car of the assailants coincides with one seen later in Usumbura. The Commissary in Shangugu, Fernand STEVAUX, yesterday evening came to Bukavu to meet the local authorities and obtain more detailed information to cooperate in the search. He was flying to Usumbura early this morning.

Hereafter copy of the report made by the Company SOBAKI :

\*\*\*\*\*

"OR/SOBAKI: 35 kgs d'or viennent d'être volés à Sobaki dans les circonstances suivantes : deux agents européens de cette société sont partis samedi après midi de Utu, en voiture, transportant notamment une malle contenant 35 kgs. d'or. Vers II h. du soir, arrivés à environ 40 km. de Bukavu (près du grand marais du Kahuzi), ils furent ralentis par une camionnette stationnant sur la route, de laquelle furent tirés 2 coups de révolver. Le chauffeur de la voiture s'arrêta, fit marche arrière et s'enlisa dans le fossé. Un troisième coup de révolver fut tiré. Les deux agents prirent la fuite vers la forêt sous un quatrième coup de feu. Quand ils revinrent un quart d'heure plus tard, la voiture avait été vidée de son contenu. Ils poursuivirent leur route, arrivèrent vers 2 h. du matin à Bukavu où ils firent rapport à M. WASILEWSKI. Celui-ci se rendit immédiatement au Commissariat de police où il trouva le commissaire et les policiers ivres, inutilisables. Il téléphona ensuite à M. Rudahindwa qui l'aidera à trouver des gendarmes.

Deux voitures Sobaki, avec ces gendarmes, remontèrent au Kahuzi. Ils y trouvèrent 3 défilles, mais aucun autre signe des voleurs. A la première heure, ce matin, avec l'ONU, on télégraphia à Goma et Kamaniela pour installer des barrages sur la route. La police, revenue à de meilleurs sentiments, est en chasse dans les environs de Bukavu.

\*\*\*\*\*



Le chef de secteur Sobaki de UTU avait demandé, la semaine dernière une escorte de policiers au Chef de poste d'Itebero pour convoyer cet or. Cette escorte lui a été refusée, faute de policiers. Il n'est pas exclu que ce fonctionnaire ait imprudemment parlé et contribué ainsi à diffuser la nouvelle que de l'or serait transporté le 30 décembre."

I have just been informed that 5 suspects have been arrested in Usumbura, brought to Bukavu and handed over to the Police for further investigations.

cl.





CAG/JC 02/62

INTER-OFFICE MEMORANDUM

BUKAVU

2 January 1962

L-37

h

A: DR. STURE LINNER, Officer in Charge, ONUC-HQ- LEOPOLDVILLE

DE: C.A.GAVIOLA, Chef Mission Civile - ONUC BUKAVU

OBJET: Messages du Président MIRUHO

A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to the author of the memorandum.

Pour votre information je vous transmets copie du message adressé par Radio Bukavu, par le Président MIRUHO, à la population du Kivu à l'occasion de la nouvelle année, dans lequel il a eu des mots de reconnaissance pour l'œuvre des NATIONS UNIES.

Vous voudrez bien également trouver ci-joint copie du message du Président du Gouvernement provincial du Kivu à tous les officiers, sous officiers, caporaux et soldats de l'Armée Nationale Congolaise.



CABINET DU PRESIDENT

File 941

VOEUX DE NOUVEL AN DU GOUVERNEMENT DU KIVU A LA POPULATION DU KIVU

Bonne Année, Heureuse Année, ce sont les vœux que l'on entend de toutes les bouches à l'occasion des festivités de Nouvel An.

Pour nous également, ce sont les paroles qui sortent de notre cœur, et c'est avec une grande joie que nous souhaitons à toute la population du Kivu Bonne Année, et heureuse année de 1962.

Nous venons de terminer une année de travail, une année de labeur, mais aussi une année de misère, de souffrances, de malheur, pour notre noble province du Kivu. L'année 1961 restera inoubliable, hélas, ce n'est pas pour le bonheur qu'elle nous a apporté, mais plutôt pour ses malheurs dont de nombreuses familles restent victimes aujourd'hui encore. Pour les victimes de la paix et de la liberté du Kivu tombées en 1961, recueillons-nous quelques instants en leur mémoire .....

Nous commençons maintenant une nouvelle année, l'année 1962. Que sera pour nous cette année ? Ni vous, ni moi nous ne pouvons le savoir. Ce que nous pouvons souhaiter seulement, c'est ce que 1962 soit une année de résurrection pour le Kivu, une année de renaissance, une année de bonne volonté pour tous les habitants du Kivu, militaires et civils, une année de construction, une année de redressement, une année du rétablissement de l'entente générale entre les habitants du Kivu et leurs voisins.

M'adressant aux membres du Gouvernement du Kivu, je leur adresse, à eux et à leurs familles, mes meilleurs vœux de Nouvel An. Je les prie, à cette occasion, de serrer les coudes et de lutter ardemment pour que l'année 1962, qui est l'année décisive pour notre province, soit une année fructueuse dont ils resteront fiers pour l'éternité. Des difficultés énormes les attendent. Mais leur mérite consistera à ne pas reculer d'un seul pas, et de s'offrir en holocauste pour la cause de la province et pour le bonheur et le bien-être de la population du Kivu.

Aux Agents de l'Administration, je présente également mes meilleurs vœux de Nouvel An. Je leur demande, de leur côté, de travailler en collaboration avec le Gouvernement pour conduire notre province vers le progrès, et la prospérité.

Aux élus du Kivu, je présente mes vœux amicaux d'heureuse année. Qu'ils sachent aussi que la population qui les a élus attend beaucoup de choses d'eux. Ils ne peuvent décevoir cette population courageuse. Je profite aussi de cette occasion solennelle pour leur rappeler que leur rôle est de participer à la construction du pays et non à sa destruction.

.....



CABINET DU PRESIDENT

VOEUX DE NOUVEL AN DU GOUVERNEMENT DU KIVU A LA POPULATION DU KIVU

---

page 2

Aux militaires, je répète les mêmes meilleurs vœux de nouvel an. Qu'ils sachent que si nous nous réjouissons aujourd'hui, c'est parce que nous goûtons une paix, si relative soit-elle. Qu'ils m'excusent de leur rappeler que la population qui attend d'eux la protection a été parfois déçue, car il est arrivé, et ce pour la province du Kivu, qu'au lieu de protéger cette population, les mêmes militaires l'aient martyrisée. J'espère que l'an 1962 sera pour les militaires du Kivu, une année de discipline, une année de patriotisme.

A toute la population du Kivu, je crie bien haut "Bonne Année, Heureuse Année de 1962". Je la remercie pour son courage et sa fermeté de n'avoir pas fléchi devant les difficultés pour défendre la liberté et la légalité au Kivu.

A L'Organisation des Nations Unies, tout en la remerciant de son aide précieuse pour laquelle le Kivu lui restera reconnaissant pour toujours, je lui adresse les chaleureux vœux de nouvel an. J'exprime ici les souhaits de la population entière du Kivu qui apprécie l'action onusienne au Kivu et voit cette organisation internationale continuer son œuvre humanitaire au Congo.

Chers compatriotes, je suis à vos côtés. Combattons pour la liberté et la paix au Kivu et ne lâchons pas nos efforts avant de parvenir au bout du chemin. Que l'année de 1962 soit pour vous tous une année de prospérité, une année de paix et une année de bonheur.

BUKAVU, LE 31 DECEMBRE 1961  
LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DU KIVU

signé : MIRUHO Jean,  
(LS) REPUBLIQUE DU CONGO  
PROVINCE DU KIVU Cabinet du Président



Province  
Provincie

010/703bis

TRANSMIS COBIN<sup>(1)</sup> pour information à  
Monsieur le Premier Ministre à  
LEOPOLDVILLE/KALINA.

Réf. n° :

Annexe

Bijlage

Objet

Voorwerp

MESSAGE DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT  
PROVINCIAL DU KIVU A TOUS LES OFFICIERS,  
SOUS OFFICIERS, CAPORAUX ET SOLDATS DE  
L'ARMEE NATIONALE CONGOLAISE.

La création du 4e Groupement est en cours. En attendant, afin de maintenir l'ordre et la tranquillité au sein de nos populations, je vous signale que les ordres, directives, et instructions que vous devrez appliquer émanent du seul chef du Gouvernement Provincial du Kivu à Bukavu. Aucun officier ne peut être muté ou agréé sans son accord préalable.

Je vous invite à dénoncer, arrêter et livrer à la Justice toute personne, noire ou blanche, quelles que soient sa nationalité, son appartenance politique ou ses fonctions, qui tenterait de vous faire sortir du chemin du devoir. L'intérêt supérieur de la nation est en jeu, ne l'oubliez pas. Tout contrevenant sera sévèrement puni.

1962 est une année qui verra la prospérité de notre province et de la Nation toute entière. La collaboration de tous est demandée, œuvrez dans le bien et d'avance le pays vous dit merci.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT  
PROVINCIAL DU KIVU

MIRUHO, Jean.,